CORRUPTION ET ACCÈS À L'EMPLOI DES JEUNES AU SUD-KIVU : UNE ANALYSE DE SES IMPACTS

Par Moise MAISHA MUGISHO | Mars 2026

La recherche de l'emploi au Sud-Kivu fait couler beaucoup d'encres. Depuis un long moment, plusieurs jeunes obtiennent des diplômes dans différents domaines qui les conduisent à se lancer dans la recherche de l'emploi. Ces jeunes se disent qu'à la fin de leur cursus académique ou scolaires, ils sont éligibles aux emplois pour mettre en pratiques les notions apprises et préparer leur avenir. Néanmoins, il y a actuellement peu d'emplois dans la province du Sud-Kivu particulièrement en ce temps de guerre où les entreprises étatiques et institutions financières demeurent fermées. Ce qui rend de plus en plus difficile l'accès à l'emploi. Avant et après la guerre ayant commencé en février 2025, dans le secteur d'embauche, la méritocratie n'est plus d'actualité. Elle a laissé place à la corruption qui devient une principale voie d'obtention d'emplois. Du fait qu'il y a moins d'emplois, les demandeurs sont prêts à recourir à tous les moyens possible pour les décrocher lorsqu'une opportunité se présente. C'est ainsi que la corruption prend place dans le domaine d'emplois à Bukavu.

90% de ces demandeurs d'emplois sont des jeunes, l'espérance pour un monde meilleur mais qui expérimentent déjà la corruption au début de leurs parcours professionnels. Beaucoup obtiennent de l'emploi non pas par méritocratie mais parce qu'il y a eu recourt à la corruption. D'autres en manquent non pas parce qu'ils sont médiocres mais parce qu'ils ne choisissent pas la corruption comme voie d'accès à l'emploi. La voie facile pour obtenir de l'emploi dans beaucoup d'organisation, société, entreprise, …du Sud-Kivu n'est plus cette réussite au test ou à l'interview mais avoir un « parapluie » pour qu'il intervienne au moment de la sélection des candidats à embaucher. Et lorsque le travail est obtenu, les candidats employés doivent versés soit une partie ou tout leur salaire à la personne ayant intervenue pour eux. Dans le même secteur de l'emploi, au moment où les candidatures féminines sont

© 2026 Moise MAISHA MUGISHO. Tous droits réservés. Publié pour la première fois dans le cadre du Concours de rédaction pour les jeunes de la République Démocratique du Congo organisé par l'initiative GRACE (Initiative globale pour l'éducation et l'autonomisation des jeunes en matière de lutte contre la corruption) de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, en mars 2026. Aucune partie de cet essai ne peut être reproduite ou republiée sans l'autorisation écrite de l'auteur.

toujours encouragées, quelques jeunes filles cherchent à attirer l'attention de l'employeur à travers leur apparence ou en échange de leur corps. Si certaines sont influencées à agir ainsi pour avoir du travail, d'autres recourent à ce même moyen pour influencer l'employeur.

Le coût de la corruption a fait objet de diverses études. La banque mondiale l'estime au niveau mondial à 1 trillion de dollar par an, dans une économie mondiale de 30 trillions (Kaufmann, 2005). Selon l'Union africaine, la corruption directe et indirecte coute à l'Afrique quelque 25 % de son produit intérieur brut[1]. En RDC, le trésor public a perdu 8 milliard de dollars selon un rapport de la dénonciation des cas de corruption publié le 23 juillet 2020 par le réseau de parlementaires contre la corruption.

Cette situation décourage les jeunes qui veulent postuler et qui pensent qu'ils n'ont pas de connaissance là où ils peuvent le faire ou ils n'ont pas quelque chose à donner pour avoir plus de chance de passer. Plusieurs jeunes du Sud-Kivu ne croient plus à l'obtention d'un emploi par une voie normale. Ceci fait qu'ils laissent passer plusieurs offres sans songer à postuler même quand elles répondent à leurs profils. Il n'y a pas longtemps, nous avons postulé à une offre d'emploi lancée par un centre médical de Bukavu. Nous étions plus de 1000 jeunes à déposer des candidatures pour 500 places. Après le dépôt de notre dossier, nous avons longtemps attendu que nous soyons recrutés mais nous n'avons jamais été appelés. Plus tard nous apprenions que ceux qui étaient recrutés se trouvaient déjà sur terrain. En cherchant des informations de la façon dont ils étaient recrutés, l'on nous racontait que chaque agent du centre avait son candidat pour qui il devrait plaider. Et ce sont ces jeunes ayant les leurs dans le centre de santé qui étaient recrutés. Nous qui ne connaissions personne, n'avons pas été appelés.

Au Sud-Kivu, seuls les braves continuent à postuler dans les endroits où ils n'ont personne pour plaider leur cas. Une fois j'ai été recruté dans une institution paraétatique qui œuvrait à Bukavu et selon mes observations et écoutes, plusieurs des collègues avaient un

[1]M. POSSON, *Corruption et éducation*, Institut International de planification de l'éducation, p. 10.

© 2026 Moise MAISHA MUGISHO. Tous droits réservés. Publié pour la première fois dans le cadre du Concours de rédaction pour les jeunes de la République Démocratique du Congo organisé par l'initiative GRACE (Initiative globale pour l'éducation et l'autonomisation des jeunes en matière de lutte contre la corruption) de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, en mars 2026. Aucune partie de cet essai ne peut être reproduite ou republiée sans l'autorisation écrite de l'auteur.

lien avec des agents à la hiérarchie qui auraient influencé leur embauche et qui pouvaient plaider pour eux lors d'un problème. Curieusement comme le recrutement des staffs se faisait au niveau de la capital, un grand nombre d'entre eux venaient de là et avaient chacun un lien avec l'un ou l'autre autorité chapotant l'organisation au niveau national. Le peu de Sud-Kivuciens membres du staff et d'autre occupant des fonctions importantes versaient des fonds pour être recrutés à ces postes.

Ce prénomme fait en sorte qu'un grand nombre des jeunes au Sud-Kivu, ne prennent plus le risque de postuler pour des emplois. Si chacun d'entre eux racontait le nombre de fois qu'il a déposé son dossier pour un emploi sans suite favorable, nous ne saurions pas les compter. S'ils racontaient combien de fois, ils ont fait des interviews avec succès et n'ont jamais été appelés non pas par incompétence mais parce qu'il y a toujours des privilégiés dans ce domaine. Et ces privilégiés n'ont pas d'autres voies que la corruption pour accéder aux postes qu'ils recherchent.

Comme stratégies de lutte contre la corruption dans le secteur de l'emploi au Sud-Kivu, nous proposons que les différents recrutements soient rendus transparents en digitalisant les candidatures pour diminuer les interventions humaines. Ici nous encourageons les candidatures en ligne. Organiser des concours publics crédibles en assurant une surveillance indépendante et sanctionner durement tout cas identifié de corruption sans aucune tolérance. Créer des mécanismes de plaintes accessibles pour tout cas de corruption et un numéro vert pour dénoncer ces pratiques. « La dénonciation de la corruption remplirait donc une fonction politique et culturelle substantielle »[2]. Pour URSULA, la corruption doit être réprimée parce qu'elle viole le devoir de fidélité du fonctionnaire vis-à-vis de l'Etat qu'il est censé servir. Ici l'auteur pense que le corrompu mérite une reproche pénal le plus important parce qu'il a trahi

[2]C. MATTINA, at. al., *Dénoncer la corruption. Chevaliers blanc, pamphlétaires et promoteurs de la transparence A l'époque contemporaine*, Paris, Editions Démopolis, 2018, p.19.

© 2026 Moise MAISHA MUGISHO. Tous droits réservés. Publié pour la première fois dans le cadre du Concours de rédaction pour les jeunes de la République Démocratique du Congo organisé par l'initiative GRACE (Initiative globale pour l'éducation et l'autonomisation des jeunes en matière de lutte contre la corruption) de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, en mars 2026. Aucune partie de cet essai ne peut être reproduite ou republiée sans l'autorisation écrite de l'auteur.

la dignité de l'Etat reposant sur la vertu. Le corrupteur, quant à lui, encourt également une sanction mais moins sévère qu'il est un fonctionnaire à violer les devoirs de sa charge[3].

Les conditions de travail doivent être améliorées en payant régulièrement les salaires des agents sans retard. Leur salaire ne doit pas être médiocre pour éviter qu'ils se soumettent à la corruption. Une sensibilisation pour la lutte contre la corruption doit être menée dans toutes les institutions, organisations et autres agences pour décourager la corruption et conscientiser les personnes sur ses conséquences.

[3]C. URSULA, *la lutte contre la corruption :vouloir, c'est pouvoir*, UNIVERSITE DE GENEVE, chapitre d'actes 2011, p. 35.

© 2026 Moise MAISHA MUGISHO. Tous droits réservés. Publié pour la première fois dans le cadre du Concours de rédaction pour les jeunes de la République Démocratique du Congo organisé par l'initiative GRACE (Initiative globale pour l'éducation et l'autonomisation des jeunes en matière de lutte contre la corruption) de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, en mars 2026. Aucune partie de cet essai ne peut être reproduite ou republiée sans l'autorisation écrite de l'auteur.